

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Penser ensemble la vie et la politique : exception, violence, démocratie

Emanuel Guay and Nicolas Villamarin

Number 17, Winter 2017

Démocratie : entre dérives et recomposition

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84469ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Guay, E. & Villamarin, N. (2017). Penser ensemble la vie et la politique : exception, violence, démocratie. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (17), 134–139.

Penser ensemble la vie et la politique : exception, violence, démocratie

EMANUEL GUAY¹ ET NICOLAS VILLAMARIN²

*L'homme, pendant des millénaires, est resté ce qu'il était pour Aristote :
un animal vivant et de plus capable d'une existence politique;
l'homme moderne est un animal dans la politique
duquel sa vie d'être vivant est en question.*

MICHEL FOUCAULT³

Peu de notions sont à la fois aussi centrales dans notre tradition philosophique et aussi difficiles à construire que celle de la vie. À la fois éprouvée dans notre intimité la plus profonde et définie par des savoirs et des institutions telles que le droit et la médecine, la vie se complique d'autant plus lorsqu'elle s'applique à l'espèce humaine, car on doit alors la séparer en deux ensembles : d'une part, la vie réduite à ses composantes biologiques, constamment exposée à la mort et, d'autre part, l'existence régie et protégée par les lois communes⁴. Dans cette scission de la notion de vie se situent d'innombrables contradictions et violences, puisque les manières de mettre en rapport ces deux dimensions ont constamment servi à justifier l'exclusion et l'oppression. De la distinction entre vie politique et vie biologique, vie vouée à l'action et vie vouée essentiellement à la reproduction, procèdent effectivement la relégation historique des femmes à l'espace privé – sous prétexte qu'elles seraient assignées aux tâches reproductives et que leur vie ne serait donc pas destinée aux périls et à la plénitude de la sphère publique – ainsi que la mise sous tutelle de populations entières, sous prétexte qu'elles ne seraient pas en mesure de se gouverner elles-mêmes – on reconnaît ici la rhétorique du colonialisme.

La vie ne se réfléchit donc qu'en fonction des partages qui s'y opèrent entre les *chances de vie*, suivant des distinctions de sexe, de race, de classe, etc. – la possibilité de séparer la vie venant effectivement établir une distinction entre les personnes qu'il s'agit de protéger et celles qui peuvent être soumises à un régime d'exception, c'est-à-dire de non-reconnaissance de leurs droits.

Ce clivage structurel des chances de vie évolue actuellement dans un contexte particulier, soit un encadrement de plus en plus militarisé de la

1 Étudiant à la maîtrise en sociologie à l'Université McGill.

2 Cinéaste indépendant et titulaire d'un baccalauréat en science politique de l'Université Laval.

3 Michel Foucault, *Histoire de la sexualité. I. La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 2012, p. 188.

4 Giorgio Agamben, *Homo sacer. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1997.

mobilité des pauvres, sorte de visage sombre d'une mondialisation dont les cénacles néolibéraux ne cessent de chanter les louanges lorsqu'il est question de capitaux, mais qui se raidissent dès que des êtres humains démunis sont en jeu⁵. Le déploiement de stratégies sécuritaires visant à renforcer les frontières des pays les plus développés, tout en renforçant les mesures répressives à l'endroit des immigrants et des immigrantes précaires et des sans-papiers à l'intérieur de ces mêmes frontières, dénote sans doute une double crise : d'abord celle de l'État-nation et du contrôle que cette entité devrait normalement exercer sur la délimitation juridique de sa population et, d'autre part, la crise d'un ordre mondial qui présente de plus en plus ouvertement une division maintenue de force entre les sociétés capitalistes avancées et les pays laissés pour compte par la mondialisation néolibérale⁶.

Ces phénomènes, nous prévient Achille Mbembe, s'inscrivent dans un *devenir-nègre du monde* : « Pour la première fois dans l'histoire humaine, le nom « nègre » ne renvoie plus seulement à la condition faite aux gens d'origine africaine à l'époque du premier capitalisme (déprédations de divers ordres, dépossession de tout pouvoir d'autodétermination et, surtout, du futur et du temps, ces deux matrices du possible)⁷ ».

Victimes et bloc social des opprimé-e-s

Si la démocratie se trouve dans un état critique à l'échelle mondiale, cette situation n'est toutefois pas le propre du contexte historique de ce début de troisième millénaire. Le développement de la démocratie moderne – celle qui commence à prendre forme lentement, lorsque les premiers aventuriers portugais et espagnols de la deuxième moitié du XV^e siècle osèrent défier l'Atlantique – s'est en effet accompagné de pratiques non moins condamnables que le système économique qui s'organisait également, soit le capitalisme. Car ce que le sociologue Ramón Grosfoguel appelle les quatre génocides-épistémicides⁸ constitutifs de la modernité – c'est-à-dire la conquête et la colonisation des Amériques, la soumission de peuples africains à l'esclavage, la persécution des musulmans et des juifs en Espagne au XVI^e siècle et la condamnation totale de la vie publique des femmes⁹, auxquelles nous pourrions ajouter la prolétarianisation d'un nombre considérable de paysans et de paysannes – ont été les corollaires des premières tentatives de construction des identités nationales qui se sont

5 Zygmunt Bauman, *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, 2010, p. 131-143.

6 Mark Duffield, « The liberal way of development and the development-security impasse: exploring the global life-chance divide », *Security Dialogue*, vol. 41, n° 1, 2010, p. 56-57.

7 Achille Mbembe, *Critique de la raison nègre*, Paris, La Découverte, 2013, p. 17.

8 Ramón Grosfoguel, « Racismo/sexismo epistémico, universidades occidentalizadas y los cuatro genocidios/epistemicidios del largo siglo XVI », *Tabula Rasa* (Bogotá, Colombie), n° 19, juillet-décembre 2013, p. 35.

9 Silvia Federici, *Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive*, Paris, Entremonde, 2014.

consolidées sous l'égide de l'État-nation. Toutefois, il serait faux et dangereux de prétendre que la situation d'aujourd'hui est identique ou ne présente pas de grands changements par rapport à celle d'il y a plus de cinq siècles. Ainsi, nous nous intéressons aux éléments qui peuvent être retracés historiquement dans la *longue durée*, ceux ayant été déployés dans le passé et qui continuent à avoir cours et à conditionner, voire à déterminer, le système contemporain.

En les reconnaissant comme constitutifs de la modernité primitive, les génocides-épistémicides nous permettent effectivement de comprendre de façon plus précise les logiques à l'oeuvre dans les États contemporains ainsi que les relations qui les unissent. De plus, ils nous permettent de saisir les subjectivités qui leur sont propres, tout en rendant possible une compréhension dialectique de l'État : dialectique de la protection et de l'agression. C'est cette dialectique qui rend d'autant plus complexe la vie en tant que concept politique.

Nous partageons ainsi l'avis d'Enrique Dussel lorsqu'il parle de la *victime* « comme point de départ de toute déconstruction critique du système en place ». Victimes, dit-il, parce que ces sujets ne peuvent vivre simplement et convenablement, dans des conditions matérielles suffisantes pour reproduire leur propre vie; elles sont « opprimées, réprimées, exclues, quand elles ne sont pas torturées ou assassinées par toutes les “guerres sales” de l'histoire récente¹⁰ ». De plus, le concept de victime nous permet également de saisir les mises à l'écart, les dénis de reconnaissance et autres formes de l'État d'exception permanent que Giorgio Agamben nomme le gouvernement par l'abandon¹¹.

Ainsi, en dehors de tout regard qui, face à ce qu'on appelle la mondialisation, appelle à « faire machine arrière¹² », notre manière de réagir à l'effritement, à la fragmentation et à l'affaiblissement de la souveraineté populaire n'est pas à trouver là où cinq siècles d'histoire politique, économique et sociale ont été nécessaires pour la consolidation de l'État national et l'essor d'une économie mondialisée. Les contradictions propres aux formations sociales et nationales modernes auront probablement raison du système qui les a engendrées, soit un système qui se base sur la séparation radicale entre les vies à protéger et celles soumises à l'état d'exception.

Parmi ces contradictions, nous insistons ici sur celles qui font l'actualité depuis quelques années et qui opposent d'un côté les citoyennes et les citoyens juridiquement protégés et la migrante « légale-mais-vulnérable¹³ » et l'étrangère

10 Enrique Dussel, *20 tesis de política*, Romero de Terreros (Mexique), coédition Editorial XXI siècle - CREFAL, 2010 [2006], p. 61. Nous traduisons.

11 Agamben, *op. cit.*, p. 195-196.

12 Gilles Gagné, « La souveraineté à la défense du politique », *Liberté*, n° 310, hiver 2016, p. 44.

13 Grace Chang, *Disposable Domestic. Immigrant Women Workers in the Global Economy*, Chicago, Haymarket, 2016.

« illégale¹⁴ » de l'autre. Les déplacements forcés et la manière dont on traite (que cela soit dans le complexe médiatique ou dans le droit international) la masse « monstrueuse » des millions de réfugié-e-s nous mettent effectivement face aux limites que comporte le cadre juridique et normatif de la souveraineté nationale, tout en témoignant d'un échec de plus en plus flagrant dans la « gestion » de ladite masse de réfugié-e-s. La situation des travailleuses migrantes n'est pas moins problématique. En effet, la réalité à laquelle elles sont soumises repose essentiellement sur la ruée vers les ressources naturelles des grandes compagnies multinationales qui s'installent dans les territoires de communautés rurales en périphérie de l'économie mondiale, en les dépouillant de leur vie.

C'est ainsi que nous voyons, notamment, les expropriations forcées menées par des groupes de mercenaires ou de paramilitaires, lorsque les autorités légales (ministères, police, armée) ne réussissent pas à développer « convenablement » un secteur industriel ou agricole en particulier. Ces communautés, ne disposant plus des moyens appropriés pour subvenir à leurs besoins matériels immédiats, se voient forcées dans un premier temps de s'installer en ville (ce qui accélère leur prolétarianisation), puis, faute d'alternatives, de tenter leur chance dans les programmes de travail temporaire dans les pays capitalistes avancés. Gilles Gagné cerne le problème en des termes catégoriques : « Quant à la coopération entre les États, elle n'existe en fait que pour libérer l'argent de la politique et il ne sera pas simple de renverser cette alliance mondiale entre les bourgeoisies compradore et les machines productives basées sur l'extraction¹⁵ ». En effet, les dispositifs de pouvoir que constituent les traités et accords de libre-échange, de coopération internationale, les programmes d'aide humanitaire et autres arrangements que nous serions tentés d'appeler *dispositifs de la colonialité*, ne constituent en fait que la façon dont, aujourd'hui comme à ses origines, le capital se reproduit en évacuant de leur vie des populations entières. Qu'il nous suffise de mentionner le régime des plantations d'Haïti, du Brésil et de Cuba, ainsi que l'extraction minière de Potosí (Bolivie) et de Zacatecas (Mexique) implantée dès 1546 pour s'en convaincre.

Comme nous venons de le signaler, partir des victimes pour produire une critique profonde du système contemporain nous permet non seulement de prendre parti et de nous solidariser avec elles, mais aussi de situer notre réflexion dans un contexte plus général, car mondial. Il ne nous est plus possible de nous limiter aux contraintes que déterminent les frontières nationales; ce qui implique de renouveler l'internationalisme qui n'a pas cessé, malgré tout, de caractériser une pensée de transformation totale du capitalisme actuel. Mais si nous voulons, par ce fait même, nous solidariser avec les plus démunis-e-s au sein de l'économie mondiale, il nous faut sans doute déployer des stratégies concrètes qui nous permettraient de nous défaire du capitalisme (en le transformant

14 Nicholas P. De Genova, « Migrant "illegality" and deportability in everyday life », *Annual Review of Anthropology*, vol. 31, 2002, p. 419-447.

15 Gagné, *op. cit.*, p. 45.

radicalement), sans toutefois reproduire les mécanismes analysés ici, c'est-à-dire les génocides-épistémicides modernes et la division structurelle des chances de vie. Ainsi pouvons-nous espérer la création d'un *bloc social des opprimé-e-s*¹⁶ comme force sociale à même de résister et de transformer la totalité du système. À défaut d'être un sujet prédéterminé historiquement – comme a pu l'être le prolétariat pour une partie de la tradition marxiste –, le concept de *bloc social* met pleinement en lumière la composition hétérogène des luttes sociales qui se développeront à partir d'exigences communes.

Repenser la critique de l'État-nation, repenser la vie démocratique

En contrepartie, si notre lecture du système mondial fait preuve d'un certain optimisme – puisque nous le jugeons dans une situation critique et donc susceptible de changement – nous ne croyons pas qu'il faille se réjouir hâtivement. Si l'on assiste bien à la fin d'une époque et, par ce fait même, au commencement d'une nouvelle, il faut garder les pieds sur terre car la situation n'est pas des plus faciles. Ce n'est effectivement pas parce que l'on peut postuler le déclin relatif d'une configuration sociale et politique à l'échelle mondiale que l'on peut par là même prétendre qu'elle soit dépassée et désuète. Au contraire, cela amène plus de problèmes et de défis – et, ce qui est rassurant, plus de possibilités et d'espoirs – que de solutions toutes faites. Si nous regardons, par exemple, du côté des États-Unis et de leur stratégie des dernières années, nous pouvons constater la violence inouïe que tout déclin d'un empire amène avec lui, comme le signale Atilio Borón¹⁷.

Penser l'État-nation aujourd'hui suppose donc d'affronter ce déclin, cette réalité qui nous semble difficile à accepter encore aujourd'hui – soit la fin de l'Europe, et dans une plus large mesure, celle de l'Occident en tant que centre du monde¹⁸. Si ce déclin peut ouvrir la voie à une nouvelle pensée cosmopolite, ouverte aux voix des victimes de l'ordre mondial actuel, la rigidité de l'identité nationale et des institutions qui l'accompagnent – l'État-nation, le mode de production capitaliste, le masquage des antagonismes de classe, de sexe, de race, etc. – est un problème persistant, comme l'atteste notamment le retour en force de la droite et de l'extrême droite au centre de l'économie mondiale.

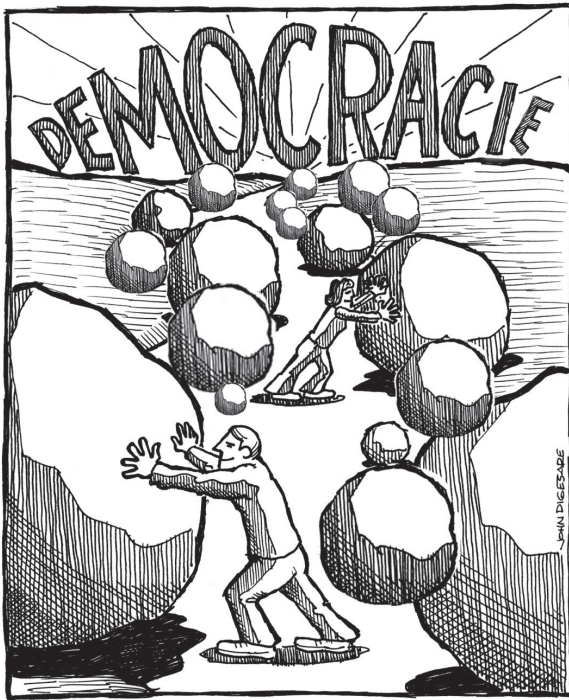
Plus généralement, penser la vie démocratique aujourd'hui nous semble passer par une nouvelle problématisation des rapports entre les États et leurs populations respectives, les vies qu'ils protègent et celles qu'ils excluent. Une telle problématisation permet de relancer une critique forte du capitalisme,

16 Dussel, *op. cit.* deuxième partie, p. 53 et suivantes.

17 Atilio Borón, *América Latina en la geopolítica del imperialismo*, Hondarribia (Espagne), Hiru, 2013.

18 Cependant il serait faux de prétendre qu'elle ne l'est plus du point de vue commercial et économique. En effet, l'Europe et les États-Unis continuent d'être les lieux de prédilection pour les transferts commerciaux et le transit des marchandises. En ce sens, ils continuent à être le centre de l'économie-monde capitaliste.

pour autant que le développement de ce dernier repose sur le développement inégal des différentes régions de la planète – comme l’a indiqué avec brio David Graeber : « S’il n’était pas possible d’emprisonner la majorité de la population mondiale dans des enclaves paupérisées, il n’y aurait pas au départ d’incitatif pour que Nike ou Gap y délocalisent leur production¹⁹ ». Soulever ces questions n’apporte pas d’emblée de réponses, mais permet au moins d’établir une grille d’analyse de la situation mondiale dans laquelle inscrire, par un ensemble de mouvements et de luttes, *l’exigence d’une vie démocratique*, c’est-à-dire une vie qui ne serait pas soumise aux divisions structurelles entre protégé-e-s et exclu-e-s, désirables et indésirables, etc. Une fois que nous avons adopté cette grille d’analyse, notre tâche consiste en l’identification des forces et des stratégies qui nous permettront de porter cette exigence – quant aux obstacles et défis qui accompagneront inévitablement un tel processus, nous affirmons avec Mariatégui que la création héroïque des peuples permettra d’y faire face.



19 David Graeber, « The new anarchists », *New Left Review*, n° 13, 2002, p. 65.